

Thomas Pierret*

Syrie: État sans nation ou nation sans État?

Face à l'impasse meurtrière que connaît la Syrie depuis 2011, plusieurs experts ont proposé des projets de partition du pays, selon un modèle soit (con)fédéral, soit multiétatique. Ces projets de partition partent du postulat que le rétablissement de la paix sur les territoires de l'ancien État syrien unitaire serait facilité par la création d'entités aussi homogènes que possible du point de vue ethno-confessionnel: une zone kurde dans le Nord, des territoires non contigus aux mains de l'opposition arabe sunnite à l'Est, dans le Nord et au Sud, et une zone «alaouite» (en réalité très hétérogène sur le plan confessionnel) contrôlée par le régime et s'étendant de Damas à la côte en passant par Homs¹. En tant que modèle prospectif, l'idée d'une partition de la Syrie peut sembler raisonnable, eu égard au fait que le contrôle effectif du territoire syrien est déjà divisé entre quatre acteurs étatique (régime) et proto-étatiques (opposition, État islamique, nationalistes kurdes). L'idée de partition s'ancre également dans les inquiétudes que suscite la perspective de voir à nouveau réunies dans un même cadre politique des communautés séparées par des années de violence et de haine. Ce même projet est toutefois lourd de périls futurs puisqu'une partition ethno-confessionnelle aurait toutes les chances d'encourager l'homogénéisation violente de l'entité sous contrôle du régime actuel, où

* Thomas Pierret est politologue, Lecturer in Contemporary Islam, University of Edinburgh.

¹ Fareed Zakarya goes 1-on-1 with Syria expert Joshua Landis to discuss an innovative solution to the ongoing Syrian crisis, in «Syria Comment», 8 nov. 2014, <<http://www.joshualandis.com/blog/gains-al-nusra-affect-u-s-strategy-syria-pbs-newshour/>> (dernier accès le 10.04.2016); H.J. BARKEY, *A U.S. blueprint for Syria*, *The American Interest*, 27 janv. 2016, <<http://www.the-american-interest.com/2016/01/27/a-u-s-blueprint-for-syria/>> (dernier accès le 10.04.2016); J. STAVRIDIS, *It's time seriously consider partitioning Syria*, in «Foreign Policy», 9 mars 2016, <<https://foreignpolicy.com/2016/03/09/its-time-to-seriously-consider-partitioning-syria/>> (dernier accès le 10.04.2016).

les sunnites constitueraient à terme un ‘ennemi intérieur’ tout désigné. Les populations arabes pourraient également être étiquetées comme une ‘cinquième colonne’ dans les territoires sous contrôle des nationalistes kurdes en cas de conflit avec les entités politiques voisines.

L’objectif du présent article est moins d’évaluer les mérites des projets de partition de la Syrie que de critiquer le postulat historiographique sur lequel ils prennent souvent appui. Ce postulat, exposé notamment par l’universitaire américain Joshua Landis, consiste à voir dans l’hétérogénéité confessionnelle de la Syrie la variable indépendante expliquant, en dernier ressort, le tragique échec de sa construction étatique. Landis oppose cet échec au succès relatif de l’expérience turque (institutions solides, multipartisme réel et résilience du parlementarisme, du moins jusqu’à présent), succès dont il affirme qu’il résulte en partie de l’homogénéisation confessionnelle de l’Anatolie via l’extermination et l’expulsion des populations chrétiennes entre 1914 et 1923. Cette approche fait donc de l’homogénéité confessionnelle une condition de réussite de l’État-nation moderne au Moyen-Orient, tandis que l’hétérogénéité de pays comme la Syrie, l’Irak et le Liban devrait être lue comme la cause ultime de la faiblesse ou de la faillite de leurs États respectifs. Si ceux-ci ont échoué, c’est ainsi parce qu’ils étaient des États sans nation².

Deux cas de figure régionaux viennent infirmer l’idée que l’hétérogénéité confessionnelle serait la variable indépendante déterminant en dernier ressort le succès ou l’échec des constructions étatiques au Moyen-Orient. Le premier de ces cas de figure est la Turquie, dont l’homogénéité ethno-confessionnelle (nonobstant la question kurde) est une vue de l’esprit, puisqu’en termes relatifs, il y a peut-être autant de musulmans non sunnites (alévites) en Turquie qu’il n’y en a en Syrie³. Le deuxième cas de figure, radicalement opposé, est celui de la Libye, un pays quasi exclusivement sunnite mais dont la trajectoire politique est à bien des égards comparable à celle de la Syrie, avec un système politique profondément pénétré,

² J. LANDIS, *Syria and the minoritarian regimes of the Levant states*, in «ABC», 15 mars 2003, <<http://www.abc.net.au/radionational/programs/bigideas/syria-whats-next/4556858>> (dernier accès le 10.04.2016); du même auteur: *The Great Sorting Out: Ethnicity & the Future of the Levant*, in «Qifa Nabki», 18 déc. 2013, <<http://www.joshualandis.com/blog/joshua-landis-isis-syria-great-sorting-middle-east-interview-danny-postel/>> (dernier accès le 10.04.2016).

³ En 2011, les alaouites constituent environ 10% de la population, auxquels s’ajoutent environ 5-6% de Druzes, Ismaéliens et chiïtes duodécimains. Les estimations de la proportion d’alévites en Turquie sont très variables, allant de 10% à près de 30%. É. MASSICARD, *L’autre Turquie: le mouvement alévite et ses territoires*, Presses Universitaires de France, Paris 2005.

sous Qaddafi, par les identités primordiales (familiales, tribales et régionales) avant de s'effondrer et de se fragmenter selon des clivages analogues.

À la lumière de ce qui précède, on fera l'argument inverse de celui de Landis en affirmant que l'hétérogénéité confessionnelle n'est pas le facteur premier de l'échec de la construction étatique en Syrie mais que, au contraire, c'est l'échec de la construction étatique qui explique la persistance des identités primordiales 'en tant que cadre dominant des loyautés politiques'. Nous empruntons ce raisonnement de nature institutionnaliste-historique à Lisa Anderson, dont l'étude comparée des trajectoires tunisienne et libyenne depuis la colonisation montre que, dans le premier cas, la consolidation des institutions étatiques sous le protectorat français a induit une marginalisation politique des identités tribales, tandis que dans le second, la destruction de la bureaucratie indigène par le colonisateur italien a conféré aux liens primordiaux une place beaucoup plus centrale dans les dynamiques politiques du pays⁴. L'intérêt d'une telle approche est de ne pas poser la force des liens primordiaux comme une donnée première de l'analyse, puisque cette force est en partie fonction des bénéfices que les solidarités primordiales peuvent apporter aux individus concernés, et que ces bénéfices sont eux-mêmes proportionnels à la perméabilité des institutions étatiques aux liens primordiaux.

Sur la base du précédent raisonnement, nous affirmons que la Syrie doit ses malheurs au fait d'être non pas un État sans nation, mais une nation sans État. Ce retournement du schéma explicatif peut sembler contre-intuitif au regard, d'une part, de l'apparent naufrage de l'idée nationale syrienne que constitue la polarisation confessionnelle sunnito-alaouite observée depuis 2011 et, d'autre part, de l'hypertrophie des institutions de l'État baasiste (appareil militaro-sécuritaire gigantesque, bureaucratie pléthorique, dirigisme économique et éléments d'État-providence). Après avoir démontré la vivacité persistante de l'idée nationale syrienne, nous spécifierons ce que nous entendons par «absence d'État» en empruntant tout particulièrement aux analyses de Michel Seurat. Nous ferons l'hypothèse qu'en Syrie, c'est la mise en place tardive des institutions étatiques, à partir de 1918 et surtout de 1946, qui explique leur faiblesse et leur perméabilité aux réseaux de solidarités primordiales. Nous n'entendons pas ici proposer une démonstration définitive, mais plutôt ouvrir une piste de réflexion quant à une hypothèse qui reste à étayer: l'histoire de la genèse des institutions étatiques syriennes modernes reste à faire, *a fortiori* dans

⁴ L. ANDERSON, *The State and Social Transformation in Tunisia and Libya, 1830-1980*, Princeton University Press, Princeton 1986.

une perspective de comparaison avec d'autres cas de construction étatique dans la région⁵.

Une idée nationale hégémonique

La nation syrienne existe et continue d'exister en 2016. Cette existence ne procède évidemment pas d'une supposée essence éternelle, mais plutôt du fait qu'en tant que «communauté imaginée» (Benedict Anderson), la construction nationale syrienne est une relative réussite. Elle l'est au sens où la majorité des forces politiques syriennes ne proposent pas de cadre territorial alternatif pour la réalisation de leurs ambitions politiques. De tels cadres alternatifs existent, mais ils sont limités à deux types d'acteurs: les nationalistes kurdes du PYD, qui ont d'ores et déjà proclamé l'autonomie du Rojava («Kurdistan occidental») dans un cadre fédéral⁶, et les jihadistes transnationaux qui, s'agissant de l'État islamique, administrent un proto-État à cheval sur la frontière syro-irakienne tout en proclamant le rétablissement du Califat mondial. En revanche, tant les loyalistes que l'essentiel de l'opposition continuent de souscrire au cadre national syrien.

Du côté du régime, la mobilisation militaire et milicienne opérée depuis 2011, bien que très largement alaouite, s'est accompagnée d'une surenchère rhétorique dans la glorification de la «patrie» (*watan*) et de ses symboles, en particulier le drapeau national et l'«Armée Arabe Syrienne», fût-ce en parallèle avec l'affichage de symboles confessionnels. En 2013, les supplétifs civils ont été intégrés au sein des «Forces de Défense Nationale» (*quwwat al-difa' al-watani*)⁷. Dans la province de Lattaquié, une milice alaouite marxiste-léniniste fondée par un ressortissant turc tué au combat en 2016, Mi'raj Ural (alias Ali Kayyali), s'est baptisée «Résistance Syrienne»⁸. L'absence actuelle de projet étatique alaouite distinctement articulé (à la différence de la situation qui prévalait par exemple sous le

⁵ S'il aborde le développement de la bureaucratie syrienne entre 1946 et 1970, l'ouvrage de Steven Heydemann concerne davantage les politiques économiques des gouvernements de cette période. S. HEYDEMANN, *Authoritarianism in Syria: Institutions and Social Conflict, 1946-1970*, Cornell University Press, Ithaca 1999.

⁶ *Les Kurdes de Syrie proclament unilatéralement une entité "fédérale"*, in «Le Monde», 18 mars 2016.

⁷ CH. PHILLIPS, *Sectarianism and conflict in Syria*, in «Third World Quarterly», vol. 36, n. 2, févr. 2015, p. 369.

⁸ A.J. AL-TAMIMI, *A case-study of the Syrian Resistance, a pro-Assad militia force*, in «Syria Comment», 22 sept. 2013, <<http://www.aymennjawad.org/13866/syrian-resistance-pro-assad-militia>> (dernier accès le 10.04.2016).

Mandat français) est aisée à expliquer, puisqu'un tel projet reviendrait à saborder la prétention de la famille Assad à gouverner non pas un réduit communautaire sur la côte mais, sinon la totalité de la Syrie, du moins sa partie occidentale la plus peuplée.

La Syrie constitue également le cadre territorial de référence de l'opposition laïque mais aussi islamiste, comme l'illustrent les noms adoptés par les grandes coalitions rebelles islamistes non-jihadistes établies en 2012 (Front Islamique de Libération de la Syrie, Front Islamique Syrien)⁹. On peut y voir l'expression d'un souci de respectabilité internationale, mais cette inscription dans le cadre national syrien entre également en résonance avec l'orientation du mouvement révolutionnaire de 2011. Souvenons-nous ici que le drapeau des révolutionnaires est le drapeau national syrien de l'ère prébaasiste. Rejeté par les jihadistes, ce drapeau est adopté par certaines factions islamistes tandis que d'autres (comme les salafistes d'Ahrar al-Sham) s'abstiennent de l'arborer sans pour autant extraire leur lutte du cadre national puisqu'ils déclarent la mener au nom du peuple syrien. «C'est notre pays et notre révolution», répond ainsi le numéro deux d'Ahrar al-Sham Abu Yazan al-Shami aux idéologues jihadistes étrangers qui reprochent à son mouvement ses excès de pragmatisme. Ironique, al-Shami anticipe que ses détracteurs jihadistes assimileront sa position à une «acceptation des accords de Sykes-Picot»¹⁰. On relève une même posture 'nationaliste' syrienne dans un communiqué que publie l'Instance Islamique du Cham, une influente ONG humanitaire salafiste, en réaction à la création de l'État islamique d'Irak et de Syrie en 2013: il est «contraire à la charia et à la raison», estime l'Instance, «qu'une partie ne possédant pas d'État ni ne contrôlant de territoire annonce l'établissement dans un autre pays d'un État qui lui serait inféodé»¹¹. Lorsque, trois ans plus tard, les nationalistes kurdes du PYD proclament le fédéralisme dans le Nord du pays, le leader d'Ahrar al-Sham Muhannad al-Masri qualifie de

⁹ À l'inverse, lorsque l'État islamique en Irak fonde secrètement une franchise en Syrie en janvier 2012, il la nomme «Front du Soutien pour les Gens du Levant» (*jabhat al-nusra li-ahl al-sham*), positionnant donc l'organisation comme un acteur à l'identité nationale indéfinie. Sur ces fronts islamistes, voir TH. PIERRET, *Salafis at War in Syria: Logics of Fragmentation and Realignment*, in F. CAVATORTA et F. MERONE (dir.), *Salafism After the Arab Awakening: Contending with People's Power*, Hurst, London 2016.

¹⁰ S. HELLER, *Ahra al-Sham's Abu Yazan: "It's our country and our revolution"*, in «Abu al-Jamajem» (blog), 5 sept. 2014, <<https://abujamajem.wordpress.com/2014/09/05/ahrar-al-shams-abu-yazan-its-our-country-and-our-revolution/>> (accès supprimé en 2016).

¹¹ Site web de l'Instance Islamique du Sham, 13 avril 2013, <islamicsham.org/article/824> (dernier accès le 10.04.2016).

«ligne rouge» la «division de la Syrie»¹². Parallèlement, soixante-neuf autres factions armées, dont l'Armée de l'Islam, salafiste, et la Légion du Cham, proche des Frères Musulmans, rejettent le fédéralisme au nom de «l'unité de la Syrie en tant que terre et peuple»¹³.

Ce qui précède montre que la polarisation confessionnelle bien réelle entre sunnites et alaouites ne s'est pas nécessairement traduite par l'émergence de projets nationaux concurrents mais plutôt par celle de conceptualisations divergentes d'une même nation, une dynamique qu'illustre très bien l'opposition entre le drapeau, «rouge», du régime et celui, «vert», des révolutionnaires. Les identités confessionnelles n'apparaissent pas ici comme des entités infra-étatiques antinomiques de la nation syrienne, mais plutôt comme des manières différentes de concevoir l'ordre politique légitime devant régir cette nation. Ainsi, lorsque l'identité alaouite s'exprime en tant que telle, c'est souvent au nom d'une certaine vision, présentée comme laïque, voire civilisatrice, de la Syrie. S'exprimant à titre anonyme, un haut-responsable alaouite décrit ainsi ses coreligionnaires comme «un terreau fertile [...] d'où émergent des hommes à même de protéger le caractère laïc de l'État»¹⁴. À l'inverse, lorsque les salafistes d'Ahrar al-Sham soulignent d'un même trait leur acceptation du cadre national syrien et celui d'un gouvernement représentatif, c'est pour insister sur la nécessité de soumettre cet ordre politique aux principes de l'islam dans son expression majoritaire sunnite¹⁵.

Le régime syrien, négation de l'État?

L'idée nationale syrienne reste donc non seulement vivace mais, embrassée à la fois par le camp loyaliste et la plus grande partie de l'opposition, elle peut même être qualifiée d'hégémonique. En revanche, la faillite de l'État syrien est largement antérieure à l'effondrement de son contrôle

¹² Entretien avec Al-Jazeera, 16 mars 2016, <<https://www.youtube.com/watch?v=xEl076MGxic>> (dernier accès le 10.04.2016).

¹³ 69 factions révolutionnaires refusent les projets de partition de la Syrie, in «Al-Dorar al-Shamiyya», 18 mars 2016, <<http://eldorar.com/node/95882>> (dernier accès le 10.04.2016).

¹⁴ N. ROSEN, *De-Escalating the Conflict in Syria and Containing IS* (rapport non publié), 2014, p. 29.

¹⁵ L. AL-NAHHAS, *I'm a Syrian and I fight ISIL every day*, in «The Telegraph», 21 juill. 2015, <<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/islamic-state/11752714/Im-a-Syrian-and-I-fight-Isil-every-day.-We-need-more-than-bombs-from-the-West-to-win-this-battle.html>> (dernier accès le 10.04.2016).

sur de larges pans du territoire en 2012. Nous rejoignons ici Michel Seurat lorsqu'il écrit, au début des années 1980, que «l'originalité de la pratique politique syrienne par rapport à d'autres pays du Tiers Monde - on pense en particulière à l'Amérique latine - tient au fait qu'elle n'est pas la marque d'un État, mais qu'elle en est le plus souvent la négation»¹⁶. Loin d'avoir approfondi le processus de construction étatique, donc, l'avènement du parti Baas dans les années 1960, puis de la famille Assad durant la décennie suivante, a en réalité conduit à son avortement.

Une telle affirmation peut surprendre. Sous le demi-siècle de régime baasiste, les institutions étatiques syriennes ont connu une expansion considérable. Dans les années 2000, le Baas, parti-État, comptait près d'un million et demi de membres, le secteur public employait plus d'un tiers de la population active, et l'armée comptait parmi les dix plus grandes de la planète relativement à la population du pays¹⁷. En réalité, l'expansion des institutions étatiques et l'accroissement de leur emprise sur la société ne sont pas en soi des indicateurs de succès de la construction d'un État moderne. Il faut, pour qu'elles le soient, que ces institutions jouissent d'un pouvoir propre, plutôt que d'être le simple instrument de réseaux informels cimentés par des liens primordiaux. Or, en dépit des apparences, la Syrie des Assad n'est, *stricto sensu*, ni un régime de parti unique ni une dictature militaire, ni un État policier dans la mesure où la réalité du pouvoir ne revient pas au Baas, à l'armée ou aux services de sécurité en tant qu'institutions, mais plutôt, par le truchement des entités précitées, à une «constellation qui, au sein de la communauté alaouite, recrute selon divers critères, de fonction, de clientèle, d'alliance, de voisinage, ou encore selon les liens du sang [...]»¹⁸. L'«élément moteur du système», explique Seurat, est «*le corps*, la *'asabiyya* d'Ibn Khaldoun, la *solidarité mécanique* de Durkheim. Ce 'corps' se constitue donc à partir de divers clivages qui, en Syrie, parcourent la réalité sociale. On relèvera qu'à tous les niveaux de lecture de cette réalité il est la négation de l'État»¹⁹.

L'illustration la plus criante de la destruction des logiques institutionnelles inhérentes à l'État moderne est le court-circuitage des hiérarchies formelles par les solidarités primordiales, un phénomène régulièrement

¹⁶ M. SEURAT, *Syrie: l'État de barbarie*, Presses Universitaires de France, Paris 2012, p. 36.

¹⁷ E. ZISER, *Commanding Syria: Bashar al-Asad and the First Years in Power*, I.B. Tauris, London 2007, p. 70. Pour une étude en profondeur des institutions étatiques syriennes et en particulier du fonctionnement du parti Baas, voir S. BELHADJ, *La Syrie de Bashar al-Asad*, Belin, Paris 2013.

¹⁸ SEURAT, *Syrie*, cit., p. 62.

¹⁹ *Ibid.*, p. 19.

mis en exergue par les observateurs du régime syrien. Évoquant l'armée des années 1960, Nikolaos Van Dam écrit ainsi que «l'autorité des commandants sunnites sur leurs équipages (de tanks) alaouites pouvait être facilement anéantie si des officiers alaouites servant dans d'autres unités enjoignaient leurs coreligionnaires de ne pas exécuter leurs ordres»²⁰. Décrivant la situation qui prévaut deux décennies plus tard, Seurat affirme, dans le même ordre d'idées, que «les liens du sang – le *nasab* – expliquent pourquoi, dans l'armée syrienne, un commandant peut disposer d'un pouvoir plus grand qu'un général, s'il est comme Mu'in Nassif, le gendre [du frère du président] Rif'at al-Assad»²¹.

On pourrait objecter que voir dans cette situation la négation de l'État participerait d'une approche exagérément normative ou occidentalocentrée. Si cette approche est bel et bien normative, elle ne fait en réalité que prendre acte des critères que s'imposent à eux-mêmes les États se définissant comme modernes. Ce sont ces derniers, et non les politologues, qui s'assignent la mission de créer une communauté nationale intégrée. Or, dans le cas présent, cette intégration implique une distinction entre une identité primordiale censée unifier la communauté nationale (tout en excluant souvent certains groupes), et d'autres identités primordiales rejetées en tant que facteurs de division. La Syrie baasiste exalte ainsi l'arabité (au détriment notamment des Kurdes) tout en se promettant d'abolir le tribalisme, le régionalisme et le confessionnalisme²². La pénétration d'un État par des réseaux de solidarités primordiales que ce même État rejette dans le domaine des arriérations prémodernes (dans le cas syrien, les cercles concentriques de la parenté élargie des Assad, de leur région originelle de Lattaquié, et de leurs coreligionnaires alaouites) constitue donc bien un reniement du projet de construction étatique, raison pour laquelle il ne peut être mis à jour, et ouvertement mis en mots, que par l'opposition à l'équipe dirigeante²³. Cette distinction est illustrée, de la même manière, par le cas de l'Irak des années 1990, où Saddam Hussein réhabilite la culture tribale et assimile le parti-État à une «tribu»²⁴, sans

²⁰ N. VAN DAM, *The Struggle for Power in Syria: Politics and Society under Asad and the Ba'ath Party*, I. B. Tauris, London 2011, p. 36.

²¹ SEURAT, *Syrie*, cit., p. 62.

²² É. PICARD, *Les liens primordiaux, vecteurs de dynamiques politiques*, in É. PICARD (dir.), *La Politique dans le monde arabe*, Armand Colin, Paris 2006, p. 70.

²³ Voir VAN DAM, *The Struggle for Power in Syria*, cit. On est ici dans une configuration très différente de celle du Liban ou de l'Irak après 2003, où le confessionnalisme politique est régi par un ensemble de règles formelles, ou du moins explicites.

²⁴ A. BARAM, *Neo-Tribalism in Iraq: Saddam Hussein's Tribal Policies 1991-96*, in «International Journal of Middle East Studies», 29, 1, February 1997, pp. 1-31.

pour autant pouvoir admettre que le réseau de solidarité primordiale spécifique qui exerce réellement la haute main sur l'appareil sécuritaire, et donc sur l'État, est ancré dans sa ville natale de Tikrit.

Les identités primordiales opèrent ici à deux niveaux distincts: d'une part, un niveau symbolique, explicite, où des entrepreneurs ethniques ou confessionnels (nationalistes arabes ou kurdes, islamistes sunnites ou chiïtes) déploient un marqueur identitaire pour constituer une communauté imaginée à des fins de mobilisation et de légitimation politique; d'autre part, un niveau «mécanique» (au sens durkheimien du terme), implicite, où les logiques de solidarité opèrent par le biais des relations interpersonnelles, donc 'sans médiation d'entrepreneurs identitaires', et sont mues par une quête de sécurité (recrutement de segments sociaux loyaux dans l'appareil de répression) et d'accès aux ressources étatiques (prise du pouvoir, 'pistons' divers). Au premier niveau, l'identité primordiale est un projet; au second, elle est une ressource²⁵. Cette distinction est fondamentale s'agissant de la pénétration de l'État syrien par la communauté alaouite. Le régime traitant cette réalité comme un secret honteux, les expressions identitaires alaouites dans la sphère publique sont bridées, si bien que l'arrimage des alaouites au pouvoir ne s'opère pas via la construction délibérée d'une communauté imaginée par entrepreneurs identitaires, mais via des logiques de cooptation empruntant la voie des liens de parentés et des affinités régionales, et s'agrégeant pour produire l'identification de la communauté alaouite au pouvoir des Assad.

Le rôle des identités primordiales en tant que ressources de mobilisation politique opérant en l'absence de projet identitaire explicite (ou plus précisément sous couvert d'un autre projet identitaire, généralement nationaliste) a été décrit de longue date par les observateurs de la politique syrienne²⁶. Il est néanmoins frappant que cette distinction peine à être conceptualisée dans les travaux récents, en particulier ceux en langue anglaise, sur le confessionnalisme au Moyen-Orient: qu'ils adoptent une perspective ethno-symbolique ou moderniste-constructiviste, ces travaux se focalisent quasi-exclusivement sur les dimensions symboliques explicites du confessionnalisme et ne s'intéressent guère aux solidarités mécaniques

²⁵ Nous n'affirmons pas ici que les solidarités mécaniques relevant de ce second niveau seraient un donné immuable: elles peuvent se renforcer, s'affaiblir ou se recomposer, mais cela en fonction de leur utilité directe pour les acteurs concernés et non sous l'effet d'une entreprise identitaire.

²⁶ Outre Van Dam, voir I. RABINOVICH, *Arab political parties: Ideology and ethnicity*, in M. ESMAN et I. RABINOVICH (dir.), *Ethnicity, Pluralism and the State in the Middle East*, Cornell University Press, Ithaca 1988, pp. 155-172.

qui peuvent donner corps à ce confessionnalisme sans qu'aucun entrepreneur identitaire ne s'attèle à construire une communauté imaginée²⁷. En revanche, cette distinction nous paraît assez bien capturée par le cadre conceptuel d'Ibn Khaldoun, ou plutôt par l'interprétation qu'en propose Michel Seurat. La *'asabiyya*, esprit de corps mis en branle par l'objectif de conquête du pouvoir, correspond ici aux solidarités mécaniques implicites (au sens où elles ne sont pas formulées dans la sphère publique) qui conduisent à l'introduction des alaouites dans les principaux rouages de l'État. La *da'wa*, formule idéologique (religieuse, dans le contexte historique d'Ibn Khaldoun) visant à légitimer le pouvoir de la *'asabiyya* dirigeante via la création d'une communauté de sens plus large, est associée ici par Seurat au baasisme, mais il nous semble que le concept peut être étendu à toute entreprise identitaire explicite et s'assumant comme telle dans la sphère publique. En ce sens, la solidarité entre alaouites relèverait de la *da'wa*, et non plus de la *'asabiyya*, si elle venait à être formulée explicitement et publiquement par des entrepreneurs identitaires.

Affirmons donc, pour récapituler, que l'échec de l'État moderne ne réside pas dans la persistance des identités primordiales, qui au Moyen-Orient sont constitutives du processus de construction nationale, mais dans la pénétration à vaste échelle de cet État par des réseaux de solidarité primordiales dont la réalité politique est niée par le régime. Reste ici à identifier l'origine de cette situation pour montrer que la prépondérance politique des identités primordiales dans le système politique syrien est une conséquence, plutôt qu'une cause, de l'échec du processus de construction étatique. La principale variable indépendante expliquant cet échec est le caractère récent, non pas du cadre national syrien, mais de l'architecture bureaucratique héritée des ères ottomane et coloniale.

Durant les dernières décennies de domination ottomane, la modernisation et l'expansion de la bureaucratie s'opèrent à des vitesses différentes dans le cœur de l'empire et dans les provinces périphériques comme la Syrie. En outre, dans ces dernières, l'empreinte de l'État demeure limitée en dehors des villes: «sous les Turcs, il n'y avait pas d'État; sous les Français, il y en avait un», affirme ainsi un paysan syrien à l'historien Abdallah Hanna²⁸.

²⁷ Voir par exemple U.S. MAKDISI, *The Culture of Sectarianism: Community, History, and Violence in Nineteenth-century Ottoman Lebanon*, University of California Press, Berkeley, Calif. 2000; PHILLIPS, *Sectarianism and conflict in Syria*, cit. Pour une conceptualisation plus exhaustive, voir PICARD, *Les liens primordiaux, vecteurs de dynamiques politiques*, cit.

²⁸ A. HANNA, *Pour ou contre le Mandat français. Réflexions fondées sur des enquêtes de terrain*, in N. MÉOUCHY (dir.), *France, Syrie et Liban 1918-1946. Les ambiguïtés et les dynamiques de la relation mandataire*, Presses de l'IFPO, Damas 2002, p. 186.

Deux chiffres illustrent à la fois la relative faiblesse de l'architecture bureaucratique ottomane en Syrie avant la Première Guerre mondiale et l'exode vers la Turquie d'une partie de ses cadres à l'issue du conflit: après 1918, la république turque aurait conservé pas moins de 85% des administrateurs civils du défunt empire, en sus de 93% des officiers de son armée. En d'autres termes, Syrie, Liban, Palestine, Transjordanie, Irak et Hejaz se seraient, ensemble, partagé les 15% et 7% restant²⁹.

Comme le suggère le paysan cité plus haut, l'appareil d'État syrien se développe sous le Mandat français, mais cela dans des proportions qui nous demeurent obscures, les travaux existant s'étant concentrés sur le rôle des autorités tutélaires françaises plutôt que sur le développement de la bureaucratie indigène³⁰. On sait donc peu de choses de cette dernière durant le Mandat, si ce n'est que, partant d'une portion congrue, elle se développe considérablement dans les dernières années du régime colonial et au lendemain de celui-ci. Le nombre de fonctionnaires civils augmente ainsi de 50% entre 1939 et 1945, passant de presque 7.000 à 10.000, avant de doubler durant les sept années suivantes³¹. L'étude de cas que nous avons consacrée à la bureaucratie religieuse montre que cette dernière est squelettique au moment de l'Indépendance et est donc principalement établie durant les quinze années suivantes³².

En l'absence d'études plus approfondies sur la construction des institutions étatiques syriennes au milieu du XX^e siècle, on peut déduire leur faiblesse de la facilité avec laquelle des officiers alaouites en ont pris le contrôle durant la première moitié des années 1960. Si le 'comment' de ce processus a été décrit en détails, ses conditions de possibilité ont reçu moins d'attention de la part des chercheurs. Ainsi, dans son minutieux récit des luttes de factions au sein du corps des officiers syriens depuis l'indépendance, Van Dam consacre à peine une demi-page à la mutation fondamentale que constitue le basculement d'une armée largement dominée par des officiers sunnites 'jusqu'à la veille du coup d'État de 1963' (36 des 41 participants au Congrès Militaire de Homs de 1962 sont des sunnites) à une institution soumise, par la suite, à l'hégémonie alaouite³³. L'auteur avance certes un

²⁹ R. WARD et D. RUSTOW, *Political Modernization in Japan and Turkey*, Princeton University Press, Princeton 1964, p. 388, cité par L. ANDERSON, *The State in the Middle East and North Africa*, in «Comparative Politics», 20, 1, oct. 1987, p. 5.

³⁰ B.T. WHITE, *Finding the Syrian state under the French Mandate* (unpublished paper).

³¹ HEYDEMANN, *Authoritarianism in Syria*, cit., p. 60.

³² TH. PIERRET, *Baas et Islam en Syrie. La dynastie Assad face aux oulémas*, Presses Universitaires de France, Paris 2011, pp. 33-37.

³³ VAN DAM, *The Struggle for Power in Syria*, cit., pp. 30-31.

argument convaincant (le vide créé au sommet par les purges que s'infligent mutuellement les factions rivales d'officiers sunnites), mais ce dernier ne résout pas complètement l'énigme que représente l'aisance avec laquelle ce vide est rempli par des officiers alaouites. On peut faire le même constat s'agissant de la restructuration de l'administration civile après 1963, qui voit les officiers baasistes remplacer massivement les cadres d'origine urbaine par des éléments ruraux loyaux au parti³⁴. La rapidité avec laquelle s'opère ce processus est remarquable sachant que le nouveau régime est encore fragile, disposant d'une base populaire très réduite dans les villes où il est confronté à l'hostilité de la bourgeoisie, des nassériens et des Frères Musulmans. On peut faire l'hypothèse qu'une bureaucratie plus anciennement et solidement ancrée aurait peut-être opposé une résistance plus efficace aux desseins des nouveaux hommes forts du pays.

À ce stade, la Syrie empruntait encore l'un des chemins menant à l'établissement d'un État moderne, à savoir le modèle, alors principalement incarné par les démocraties populaires d'Europe de l'Est, de soumission de l'appareil d'État à une institution partisane unique. C'est l'évolution ultérieure du Baas qui, dans le cas syrien, va mettre le pays sur la voie de ce que Seurat appelle la «négation de l'État». Le premier acte se joue en février 1966, lorsque le coup interne mené par l'aile radicale du parti contre la vieille garde achève de transformer le Baas en «appareil bureaucratique commandé par l'armée»³⁵. Le second survient au VII^e congrès régional du Baas organisé en 1979-80, alors que la Syrie entre dans une période de conflit sanglant entre le régime et l'opposition islamiste qui durera jusqu'en 1982. Réagissant à l'indiscipline qui règne au sein du parti dans un contexte de contestation alimenté notamment par la très impopulaire intervention militaire syrienne contre l'OLP au Liban en 1976, le clan au pouvoir enterre les vestiges de démocratie qui subsistaient dans l'organisation du parti. Rifat al-Assad, frère du président et chef des troupes d'élites (Compagnies de Défense), impose la désignation par le haut des délégués des branches locales³⁶. Durant les deux dernières décennies du règne de Hafez el-Assad, le congrès régional du parti, sensé se tenir tous les cinq ans, n'aura lieu qu'une seule fois, en 1985.

Période de crise, l'insurrection islamiste de 1979-1982 renforce le court-circuitage des institutions étatiques par les solidarités primordiales. Au sein de l'armée, la confrontation accroît la dépendance d'Assad à l'endroit des

³⁴ HEYDEMANN, *Authoritarianism in Syria*, cit., p. 172, pp.174-175.

³⁵ A. BEN-TZUR, *The Neo-Ba'ath Party of Syria*, in «Journal of Contemporary History», 3, 3, July 1968, p. 181.

³⁶ SEURAT, *Syrie*, cit., p. 28.

barons alaouites dont son frère Rifat, son cousin 'Adnan al-Assad ou encore son neveu par alliance 'Adnan Makhoul. Les sacrifices consentis par les coreligionnaires du président impliquent pour contrepartie des privilèges tels que le 'parachutage' d'étudiants alaouites dans les universités indépendamment de leurs résultats au bac. Ces privilèges ne sont pas systématiques (nombre d'alaouites demeurent pauvres) mais témoignent, aux yeux de la majorité sunnite, de l'accès privilégié des alaouites à certaines ressources étatiques³⁷.

Trois décennies plus tard, à la veille du soulèvement de 2011, la situation demeure fondamentalement comparable. C'est désormais le frère de Bachar al-Assad, Maher, qui chapeaute les forces d'élites (sans en occuper formellement la tête), tandis que l'architecture institutionnelle du pays est soumise, en dernier ressort, à l'autorité des *mukhabarat* et, par le biais de ces derniers, à celle d'un cartel constitué du clan Assad et de familles qui lui sont liées par le sang ou le mariage (les Makhoul, Shalish, ou Nasif) et dont les membres se répartissent entre institutions sécuritaires-militaires, monde des affaires et économie mafieuse³⁸. Cet évidement des institutions est peut-être la clé ultime du malheur des Syriens. Si, dans le contexte du conflit actuel, une transition politique semble si difficile à mettre en œuvre, ce n'est pas seulement parce que les alaouites craignent les représailles de la majorité sunnite après avoir constitué pendant des décennies la cheville ouvrière de l'appareil répressif du régime. C'est aussi parce que le degré d'osmose entre institution militaro-sécuritaire et clan dirigeant est tel qu'il semble rendre impossible une dissociation absolument indispensable à la conduite d'une transition telle que celle observée en Tunisie et en Égypte en 2011. Dans ces deux derniers cas, l'institution militaire n'est pas arrimée par au clan présidentiel par des liens de sang et peut donc s'en séparer afin de préserver ce qui peut l'être de l'ordre existant face à la contestation populaire. L'idée, promue depuis 2011 par les puissances occidentales, selon laquelle il conviendrait d'écarter le clan Assad tout en préservant la cohésion de l'armée syrienne peut apparaître, de ce point de vue, comme un vœu pieux.

Conclusion

La Syrie ne doit pas ses malheurs au fait d'être une «nation artificielle» et donc mal ancrée dans les esprits de ses habitants, mais plutôt au fait

³⁷ *Ibid.*, pp. 22, 28.

³⁸ TH. PIERRET, *Damas: l'heure de la recomposition*, in «Politique internationale», 150, févr. 2016.

d'être une nation sans État, au sens moderne du terme. Bien que récente, l'idée nationale syrienne s'est imposée, jusqu'à ce jour, comme le cadre hégémonique dans lequel s'inscrivent tant le régime syrien que la majorité de ses opposants. Les tourments que traverse le pays trouvent plutôt leurs racines dans la construction tardive de ses institutions étatiques et, partant, dans leur perméabilité aux réseaux de solidarités primordiales. De ce point de vue, l'homogénéisation confessionnelle qui résulterait d'une éventuelle partition ne constituerait pas, en soi, un gage de fonctionnement différent du système politique: le cas libyen montre que, dans ce cas de figure, une structure institutionnelle faible aboutit à la capture de l'État par d'autres types de solidarités primordiales, tribales et/ou régionales. De nouvelles entités politiques issues d'une fragmentation du territoire syrien auraient toutes les chances de voir se produire de telles dynamiques eu égard à la dévastation par la guerre des structures institutionnelles du pays. Par exemple, l'inscription étroitement locale de la plupart des groupes rebelles augure du rôle majeur que pourraient jouer les solidarités primordiales si ces différentes factions devaient participer ensemble à un processus de recentralisation politique, fût-ce au sein d'une identité fédérée. Certes, les organisations armées les plus puissantes (État islamique, Kurdes du PYD, Ahrar al-Sham, Front al-Nusra) sont aussi les plus idéologiques et, à ce titre se sont constituées selon des logiques qui dépassent les solidarités mécaniques. Toutefois, leur tendance déjà existante à manipuler les liens primordiaux pour mobiliser les soutiens et neutraliser les oppositions se trouverait très probablement renforcée si, dans un contexte d'après-conflit, elles devaient chercher à stabiliser leur domination dans un environnement de forte adversité interne et de faible institutionnalisation.

Le 21 avril 2016